



Grand ramdam pour soutenir la cité U **Etudiants, syndicats, élus de gauche et collectifs ont manifesté** **devant la mairie d'Antony hier soir contre la démolition programmée** **de 548 chambres à la cité universitaire.**

Anne-Sophie Damecour | 03.07.2009, 07h00

Le dernier verrou s'opposant à la destruction du bâtiment C de la résidence universitaire d'Antony (RUA) a sauté hier soir avec le vote par le conseil municipal de la fermeture de l'école maternelle Jean-Zay située au rez-de-chaussée de ce bâtiment de 548 chambres étudiantes. Une centaine de manifestants ont vainement cherché à pénétrer dans la salle. C'est donc sur le parvis, avec force banderoles, musique et confettis, que les protestataires ont fait entendre leur attachement à la RUA. Des élus de l'opposition, des membres de l'association des amis de la cité U, des parents de l'école Jean-Zay et les membres du collectif Jeudi noir, qui lutte contre le mal-logement, les avaient rejoints. « Toutes les décisions ont été prises avec une absence totale de concertation et de dialogue avec les étudiants », déplore Karima Delli, eurodéputée écologiste de Malakoff.

La polémique enfle depuis plusieurs semaines

« Le silence de Valérie Pécresse sur ce dossier est inacceptable, appuie Jean-Baptiste Prévost, président du syndicat étudiant Unef. C'est elle qui a entériné le transfert de compétences du Crous vers la communauté d'agglomération des Hauts de Bièvres ! Elle laisse ses amis politiques faire comme bon leur semble sur la question du logement étudiant. »

Voilà plusieurs semaines que la polémique enfle, depuis que les étudiants ont appris que le bâtiment C devait être vidé cet été « pour travaux ». La semaine dernière, les parents d'élèves ont occupé l'école pendant plusieurs heures après l'annonce de sa fermeture. Puis, lundi, les étudiants ont évacué plus de 600 parpaings destinés à murer le bâtiment. Mercredi soir, la communauté d'agglomération et le conseil général ont finalement confirmé la destruction de cette barre vétuste, promettant de reconstruire 20 % de logements supplémentaires. « Des logements plus chers et répartis dans l'ensemble du département », pronostique Jean-Baptiste Prévost, pour qui « aucune garantie n'existe sur ces futurs logements ».